



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des Politiques Publiques
Section Environnement - guichet unique ICPE

Arrêté Préfectoral Complémentaire N° 58-2024-08-21.00002

portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société SONIRVAL pour exploiter une installation d'incinération de déchets non dangereux sur la commune de Fourchambault

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;
- VU** la décision d'exécution de la commission européenne du 12 novembre 2019 (publiée au JOUE du 3 décembre 2019) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;
- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 516-1, et R. 515-58 à R. 515-84 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, modifié, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 2000-P-2429 du 13 juillet 2000, modifié, portant autorisation à la société VALEST d'installer et d'exploiter une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés, un centre de tri et une plate-forme de maturation des mâchefers sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, modifié, modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2000-P-2429 du 13 juillet 2000 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-08-21-00013 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le dossier de réexamen dans le cadre de la directive relative aux émissions industrielles (IED), ainsi que le rapport de base, remis par l'exploitant le 2 décembre 2020 ;
- VU** le rapport d'instruction valant rapport de complétude et de régularité du 4 juillet 2022 établi par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sur la demande précitée ;
- VU** le dossier de l'exploitant porté à la connaissance du Préfet le 21 mars 2023 et complété le 24 octobre 2023 en vue de modifier son installation ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant, adossée au porter-à-connaissance susvisé, formulée par la société SONIRVAL au bénéfice de SONIRVAL ÉNERGIE ;
- VU** le rapport du 8 juillet 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'Inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 16 juillet 2024 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 26 juillet 2024 ;
- CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement suite à l'évolution de la réglementation applicable, tout particulièrement suite à la publication des conclusions MTD (meilleures techniques disponibles) pour l'incinération des déchets ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient par ailleurs de revoir et de mettre à jour les prescriptions portant sur la cessation d'activité et les rétentions afin d'assurer la conformité de l'autorisation aux exigences de la directive IED susvisée et conformément aux articles R. 515-60 à 62 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées dans le cadre du porter-à-connaissance du 21 mars 2023, susvisé, par la société SONIRVAL ÉNERGIE portent notamment sur :
- l'augmentation de capacité d'incinération,
 - le remplacement de la cuve enterrée de fuel par une cuve aérienne,
 - l'ajout d'un système SCR (réduction catalytique des oxydes d'azote) ;
- CONSIDÉRANT** que l'augmentation des capacités d'incinération sollicitée de 0,55 T/h ne dépasse pas en elle-même le seuil IED 3520 (3 T/h) auquel est déjà soumis l'entreprise et reste inférieure à 10 % de la capacité autorisée auparavant ;

CONSIDÉRANT que, dans le cadre de l'installation d'une cuve aérienne de fuel, l'exploitant s'engage notamment à mettre en place :

- une cuve double paroi sur rétention, dalle étanche et protégée des chocs mécaniques,
- des dispositifs de protection EI 120 sur 4 faces + toiture et des voiries imperméabilisées aux alentours ;

CONSIDÉRANT que l'ajout d'un système SCR d'abattement des oxydes d'azote permet de respecter les seuils en NO_x et NH₃ prévu par l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), susvisé ;

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de préciser la nouvelle capacité de l'installation et les mesures de protection associées à la nouvelle cuve de fuel ;

CONSIDÉRANT que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L. 515-29-I du code de l'environnement) ne sont pas remplies et que, dès lors, une telle consultation n'a pas été menée ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement) ne sont pas remplies et que, dès lors, une telle consultation n'a pas été menée ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Titulaire de l'autorisation

L'article 1.1 « Installations autorisées » de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé, est modifié de la façon suivante :

« La Société SONIRVAL ÉNERGIE (N° SIRET: 92142608600028), dont le siège social est situé 38, route de Vauzelles – 58600 FOURCHAMBAULT (Nièvre), est tenue, dans le cadre de l'exploitation de l'établissement implanté 38, route de Vauzelles - 58600 FOURCHAMBAULT, de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° 2000-P-2429 du 13 juillet 2000 ».

Article 2 : Mise à jour de la situation administrative

Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-777 du 23 mars 2005 susvisé est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	(A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
3520-a	A	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Rubrique (IED) Capacité de traitement : 6,55 t/h
2771	A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	Capacité de traitement : 6,55 t/h
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage de déchets : 120 t/j*
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées, mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Plateforme de transit de mâchefers : 13 000 m ³
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Plateforme de transit des déchets : 1 500 m ³
2910-A-2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.	Brûleur FOD d'une puissance de 10,6 MW

* La production de CSR n'est pas autorisée.

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle.

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspond à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	rejet d'eaux pluviales Tènement : 20 598 m ² , soit 2.05 ha.	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Le paragraphe 1.4 suivant est ajouté à la fin de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé :

« 1.4 Rubrique principale IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3520-a relative à l'élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à l'incinération des déchets (document BREF « WI »).

Article 3 : Cessation d'activité / remise en état

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de l'article 15 de l'arrêté n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé :

« En outre, les dispositions spécifiques du code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis de la MTD 1 xiv), MTD reprise au point 2.1.14 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 ».

Article 4 : Réexamen périodique

Après l'article 12 de l'arrêté n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé, est inséré l'article 12.1 suivant :

« Article 12.1. - Réexamen périodique

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au Préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1^{er} du présent arrêté ».

Article 5 : Conformité au dossier

L'intitulé de l'article 5 de l'arrêté n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé, est modifié pour devenir :

« Conformité aux dossiers (notamment dossier de demande d'autorisation et dossier de réexamen) et modifications ».

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du premier paragraphe de l'article :

« L'exploitant applique les dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des MTD 1 à 7 des conclusions du BREF WI ».

Article 6 : Capacités de rétention et confinement des eaux d'extinction

L'article 25.1 de l'arrêté n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé, est complété par les dispositions suivantes :

« L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...) ».

Article 7 : Capacité de l'installation

Le 1^{er} alinéa de l'article 37.1 « capacité de l'installation » de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé, est modifié de la façon suivante :

« L'installation comprend une ligne d'incinération d'une capacité nominale de 6,55 t/h. Elle est autorisée à recevoir une quantité maximale de 54 365 t de déchets par an au PCI de 2 200 kcal/kg ».

Article 8 : Cuve aérienne de fuel

L'article 39.3 « brûleur d'appoint » de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-777 du 23 mars 2005, susvisé, est complété par :

« Une cuve aérienne de 30 m³ de fuel domestique alimente les brûleurs d'appoint. Celle-ci est conforme à la norme NF EN 12285-2, double enveloppe, équipée d'une détection automatique de fuite et sur rétention.

Elle comporte une sonde de niveau électrique reliée à la salle de quart, ainsi qu'un limiteur de remplissage mécanique. La cuve est équipée d'un événement doté d'un arrêt-flamme avec grille de protection et est reliée à la terre.

La cuve est implantée sur dalle béton et protégée des chocs mécaniques par la mise en place de blocs béton de type légo sur sa périphérie. Elle est équipée d'un dispositif de protection EI 120 (coupe-feu 2h) sur 4 faces et en toiture et d'une détection incendie.

Une réserve d'émulseur d'au moins 1 000 litres est prévue sur site dans le cadre de son implantation associée à la réserve d'eau incendie disponible sur site) ».

Article 9 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Dijon :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié,
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le Tribunal Administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 10 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société SONIRVAL ÉNERGIE.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée,
- le présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire,
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 11 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- le Maire de Fourchambault,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, dont une copie sera adressée au Directeur départemental des territoires de la Nièvre, au Directeur départemental de la Nièvre de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté, au responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le

21 AOUT 2024

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
la Sous-Préfète chargée de la suppléance
du Secrétaire Général,



Magalie MALERBA

31 ADU1 SOS4